



Aujourd'hui date anniversaire de la signature des accords d'Evian et la fin de la guerre d'Algérie, des cérémonies ont lieu à Arles sur le boulevard des Lices.

Comment ne pas dire combien nous sommes solidaires des jeunes, des femmes, des hommes, qui se lèvent depuis des semaines en Algérie contre « le mandat de la honte » du Président fantôme. La rue ne désemplit pas, des milliers de manifestants réclament plus de justice sociale, de dignité et de démocratie. Nous soutenons l'expression de la colère et les exigences qui s'expriment dans la rue algérienne. Le Peuple Algérien trace un chemin pour plus de démocratie.

La dictature dit un vieil adage, c'est « fermez là », la démocratie c'est « cause toujours ».

La politique du Président de la République ne saurait faire illusion.

Il y a sa parole et ceux qui sont sensés la recevoir.

Entre lui et ceux-là il n'y a rien.

C'est une négation même de la politique en tant qu'élaboration collective, en tant que construction commune.

Il a invité à prendre la parole mais c'est pour en garder l'usage et le privilège.

Le grand débat devait se terminer ces jours-ci mais il décide maintenant de jouer les prolongations. Cela révèle ainsi sa vraie nature : temporiser, et gagner du temps.

Il s'agissait de faire parler les français pour ne pas les entendre !

Car enfin, les questions de pouvoir d'achat, de la justice sociale, de la justice fiscale, des services publics dans les territoires délaissés, des transports, des maternités, des Ephad, de la santé, il y en a tant d'autres encore !

Ces questions sont-elles si complexes, si peu audibles, qu'il y ait besoin de trois mois de show présidentiel pour les démêler et y répondre ?

Le président de la République joue le calendrier et en même temps mène campagne pour les élections européennes dont il est la véritable tête de liste.

Le mécontentement social monte et grandit. Nous, salariés, voulons vivre décemment de

notre salaire. La richesse, c'est nous qui la créons !

Et oui elle doit être répartie plus équitablement, pour que nous tous, nous puissions faire face aux aléas de la vie.

La protection sociale française (notamment son pilier fondamental, la Sécurité Sociale) a permis des progrès considérables sur la qualité, la sécurité et l'espérance de vie. La solidarité a remplacé la charité. Elle fait l'objet d'attaques répétées depuis sa création.

La santé est un droit fondamental qui doit être garanti à tous.

En France la Sécurité Sociale a été inventée après-guerre par le Conseil National de la Résistance dans le programme « les jours heureux » afin de protéger les individus des aléas et des évolutions de la vie : maladie, accident du travail, invalidité, perte d'autonomie, retraite, chômage, éducation des enfants...

En 1945, dans un pays ruiné, le gouvernement de la Libération, sous l'inspiration du CNR et d'Ambroise Croizat, imposait la Sécurité sociale.

En 2019 dans notre pays, cinquième puissance dans le monde, 30 % des Français renoncent à se soigner. Entre-temps, la « Sécu » est passée au laminoir.

Les gouvernements successifs et le patronat évoquent la lourdeur que font peser sur l'économie ce qu'ils nomment des « charges ».

En fait, les cotisations sociales ne sont en rien des « charges ». Parties intégrantes de la rémunération, elles sont un salaire socialisé.

L'entreprise est le résultat collectif du travail de générations de salariés sans lesquels il n'y a pas de richesse créée. Il est légitime qu'une part de ces richesses aille à notre protection sociale.

En 1990, Michel Rocard instaure la Contribution sociale généralisée. La CSG permet aujourd'hui la fiscalisation de la sécu ! Elle désengage les entreprises en nous ponctionnant nous salariés et retraités.

Instauration des franchises, réforme des retraites, exonérations de cotisations patronales

estimées en 2018 à 25 milliards d'euros ! ils ont un objectif clair : privatiser. L'argent de la Sécurité sociale, 537 milliards d'euros, suscite des appétits. Le président d'AXA, déclarait : « La santé est un marché, la concurrence doit s'exercer librement. »

La volonté du gouvernement est de répondre aux injonctions de la commission européenne tout en servant les intérêts des classes sociales les plus fortunées, des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, des actionnaires et des marchés financiers.

Donc moins d'impôts et de cotisations sociales patronales, moins de dépenses socialisées, moins de dépenses publiques, moins de politiques publiques, et de services publics !

L'état, les collectivités territoriales, les hôpitaux, la sécurité sociale sont les cœurs de cible d'une purge budgétaire pluriannuelle. La politique de santé doit être fondée sur la réponse publique aux besoins de tous et non sur des aspects « marchands ». Pour cela il faut une prise en charge à 100% par la Sécurité Sociale.

C'est toute l'action publique et plus particulièrement la fonction publique qui font l'objet d'attaques inscrites dans la durée au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu aux usagers, mais aussi des conditions de vie au et hors travail des personnels.

Les services publics de proximité sont particulièrement visés, à Arles avec par exemple : réduction de l'ouverture au public à la CAF, à Pôle Emploi, aux Finances Publiques, à la Sécu, fermeture de guichet à la Poste, à la SNCF. Avec le lot de suppressions massives d'emplois dans les fonctions publiques territoriales et hospitalières et d'état !

Dans une période où à juste titre, nous nous mobilisons pour la défense « du climat et pour l'avenir de la planète », il est juste de soutenir la bataille fondamentale de nos camarades cheminots. Les cheminots CGT réclament une véritable ambition pour une alternative au tout-routier.

A Miramas, l'outil de triage automatisé permet de traiter jusqu'à 2200 wagons par jour (soit l'équivalent de près de 6 000 camions).

Aujourd'hui sous-utilisé, cet outil, « le dernier triage du Sud-Est », est « un véritable atout de développement économique et un facteur de progrès environnemental », en raison de sa situation géographique, « carrefour entre les flux du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest du territoire national et européen ».

Oui les conteneurs seraient bien mieux sur des trains », alors que « 90% des marchandises voyagent par la route ».

Et face à « l'absence d'annonce rassurante en faveur du transport ferroviaire » de la part des ministres de la transition écologique et solidaire de ce gouvernement, nous ne lâcherons pas cette bataille décisive qui permettrait de ne pas transférer le « tout camion » vers d'autres zones de notre territoire et polluer ailleurs qu'à Arles !!!

Nous le voyons bien, les colères qui s'expriment à travers toutes les mobilisations des salariés du public, du privé, les retraités, les privés d'emploi, et les gilets jaunes... sont plus que légitimes ! Ce sont nos emplois, nos conditions de travail et de vie, nos industries, notre santé, l'école de nos enfants, tous nos Services Publics qui sont menacés par les politiques menées par ce gouvernement et ses prédécesseurs, affichant et assumant sans scrupule d'être au service des plus riches, du grand patronat.

Et c'est dans ce contexte que nous allons nous rendre à la tour LUMA, symbole s'il en est ! de la richesse de l'industrie pharmaceutique, financée par notre sécurité sociale.

Cette tour visible dans toute notre cité, œuvre architecturale majeure conduit à un basculement de notre économie locale vers un réel risque de marchandisation de la culture, vers une installation massive de l'emploi précaire avec des salariés qualifiés et sous-payés ! la CGT défend un autre développement économique, social et culturel de la cité.

L'objectif visé par les promoteurs, n'est-il pas de mettre en place d'une offre culturelle en trompe l'œil ?

En effet, une politique publique de la culture, c'est :

- une politique au quotidien et non pas pour meubler une « période creuse »,
- une politique pour tous les publics et d'abord pour les plus défavorisés, les plus empêchés, sinon, qu'aurait de réellement publique une telle politique ?

Une véritable politique culturelle n'est pas un coup de com', mais une conviction de long terme dotée de moyens humains et matériels adéquats. Or les services culturels qui sont les outils de cette conviction, musées municipaux ou départementaux, service culturel de la Ville, médiathèque sont appelés, par une baisse drastique des personnels et de leur

qualification à mener leurs missions en « mode toujours plus dégradé ».

Il faut réaffirmer, qu'il ne peut y avoir de démocratie culturelle sans reconnaissance de droits sociaux, sans développement de l'emploi stable et qualifié pour l'ensemble des travailleurs.

Cela passe par des moyens permettant de développer et d'assurer le pluralisme des idées, la qualité et la diversité des contenus grâce à une véritable ambition pour la création. L'accès à la culture et la pluralité culturelle nécessite un droit à la communication. La culture est un enjeu, un élément constitutif du développement humain, moteur de la transformation sociale.

Oui, il y a urgence à continuer et à amplifier les mobilisations !

Ensemble, construisons d'autres choix de société et gagnons une autre répartition des richesses !

Nous allons partir en manifestation, nous passerons par la sous-préfecture et rejoindra le carrefour de la croisière pour rejoindre la Tour Luma.